

Lutte de classe

A 360 degrés.

TRAVAILLER PLUS : C'EST NON !
TRAVAILLER LE DIMANCHE : C'EST NON !
TRAVAILLER JUSQU'À 70 ANS : C'EST NON !
DEVOIR SURVIVRE À CRÉDIT : C'EST NON !

CHÔMAGE, PRÉCARITÉ, PAUVRETÉ : ON N'EN PEUT PLUS !

Pendant que les patrons mènent une vie de châtelain, tous nos droits et acquis sociaux devraient être réduits à une peau de chagrin : intolérable !

Angoisse du lendemain, privations quotidiennes, désespoir, violence aveugle, un lot de souffrances interminables qui nous pourrissent la vie.

ANNULATION DE LA DETTE DE TOUS LES TRAVAILLEURS !
PAS UN EURO POUR LES BANQUIERS !
PAS UN EURO POUR LA GUERRE !

Quel avenir nous réserve le capitalisme ? Quel idéal pour notre jeunesse ? Le même demain qu'hier et aujourd'hui, en pire :

- conditions d'études dégradées !
- conditions de travail dégradées !
- conditions de vie dégradées !
- environnement dégradé !

Le capitalisme est synonyme de décadence, de destruction, de guerre. Il a démontré qu'il n'était plus en mesure de remplir un rôle progressiste au service de la population, par conséquent il doit céder la place et disparaître.

C'est à nous de décider comment doivent être organisées la production et la répartition des richesses.

C'est à nous de décider que dorénavant la production sera planifiée en fonction des besoins de la population afin de pouvoir les satisfaire, alors que jusqu'à présent seule une infime minorité détient le pouvoir de décider ce qui doit être produit, qui doit profiter des richesses produites et procéder à leur distribution, une poignée de privilégiés, les banquiers et les 1824 patrons des grandes entreprises.

Pour avancer dans cette voie, il faut commencer par régler la question du pouvoir politique, car c'est à ce niveau que sont prises les décisions qui permettent au système économique actuel de se maintenir en place.

Il faut chasser Sarkozy et son gouvernement Fillon-Kouchner.

Il faut abolir les institutions de la Ve République.

Ils nous mentent.

Ils nous exploitent.

Ils nous volent.

De quel droit ?

Rien ne peut justifier l'exploitation d'une majorité par une minorité !

Les 360 milliards d'euros versés aux banquiers : c'est le hold up du siècle !

Leur démocratie, c'est la dictature des banquiers et des rentiers, des milliardaires, des dirigeants et des actionnaires des grandes entreprises, des multinationales.

Notre démocratie, c'est la dictature de la classe ouvrière associée à l'ensemble des travailleurs des villes et des campagnes pour satisfaire l'ensemble de ses besoins et revendications.

- **abrogation de toutes les lois antisociales et antilairiques votées depuis 1945 ;**
- **renationalisation de tous les services et toutes les entreprises privatisées depuis 20 ans ;**
- **expropriation sans indemnité ni rachat des 1824 grandes entreprises ;**
- **interdiction des licenciements ;**
- **salaire et retraite minimum à 1600 euros nets par mois ;**
- **généralisation de la CMU à l'ensemble de la population ;**

Quel gouvernement sera en mesure d'appliquer ce programme correspondant aux besoins de l'immense majorité de la population ? Ni le gouvernement actuel qui est au service des banquiers, ni un gouvernement issu des partis PS et PCF qui ont gouverné une multitude de fois depuis 1936 au service des capitalistes et qui auraient pu l'appliquer.

Seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire dirigé par un ou des partis ouvriers qui auraient adopté ce programme et cette perspective politique pourrait l'appliquer.

Force est de constater aujourd'hui qu'aucun parti ne s'est engagé résolument dans cette voie. L'urgence est donc de se rassembler pour le construire, car il demeure la condition indispensable à tout changement de politique, à la transformation des fondements économiques de la société.

Pour le construire, il n'existe pas d'autre moyen que défendre dans l'unité tous nos droits ou acquis économiques, sociaux et politiques dans la perspective politique de la prise du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes.

LE CAPITALISME A FAILLI.

PRENONS NOTRE DESTIN EN MAINS.

PLACE AU SOCIALISME !